REPUBLIQUE GABONAISE

Union -Travail -Justice

STRATEGIE D'ENDETTEMENT DE L'ETAT

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES 2024

SOMMAIRE

INTRODUCTION 3

I. LA SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE 2022-2023 4

A. LES REALISATIONSEN 2022 4

1-L'exécution de la stratégie d'endettement public en 2022 4

1.1- Les termes moyens des nouveaux engagements 4

2- L'encours de la dette publique en 2022 5

2.1L'encours de la dette extérieure 5

2.2L'encours de la dette intérieure 6

2.3 - Les indicateurs d'endettement 6

B. LES ESTIMATIONS A FIN 2023 7

1 L'évolution de la dette publique et des indicateurs de viabilité 7

1.1- L'exécution de la stratégie d'endettement 2023 7

1.2- L'évolution des agrégats de la dette publique et des ratios d'endettement 8

2-Les indicateurs de risque 9

II. LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC 2024-2026 10

A. LA JUSTIFICATION ET L'AFFECTATION DES EMPRUNTS 10

1- Les objectifs de la stratégie d'endettement 10

2- Les cibles stratégiques des indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette publique. 10

3- Les besoins de financement 11

4- L'affectation des tirages sur financements extérieurs (FINEX) et financements intérieurs (FININ) 11

B. LE PLAFOND DES NOUVEAUX EMPRUNTS ET LES TIRAGES PREVISIONNELS 12

1- Le plafond des nouveaux emprunts 12

2- Les tirages prévisionnels sur Financements Extérieurs et Intérieurs 14

3- Les résultats de la stratégie d'endettement 2024-2026 15

III. LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE A L'HORIZON 2038 16

A. LES CONCEPTS THEORIQUES DE BASE 16

1- La solvabilité de la dette publique 16

2- La liquidité de la dette publique 16

B. LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE 17

1- Les hypothèses de base 17

2- L'évolution de la solvabilité de la dette publique 17

3- La liquidité de la dette publique 18

C. LA RESILIENCE DE LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE 19

1- Les hypothèses du choc 19

2- La robustesse de la solvabilité de la dette publique 19

3- L'évolution de la liquidité de la dette publique 20

CONCLUSION 21

INTRODUCTION

La stratégie d'endettement définit pour l'année en cours les orientations en matière de gestion de la dette publique, eu égard aux objectifs de coût et de risque assignés par le Gouvernement et à la nécessité, pour ce dernier, de pourvoir aux besoins de financement des investissements publics tout en s'assurant qu'il pourra faire face à ses autres obligations de paiement à court, moyen et long terme.

Le document de stratégie d'endettement couvre la totalité de la dette publique extérieure directe et publique garantie ayant une maturité originale supérieure à un (1) an, la dette publique intérieure conventionnée ainsi que les émissions locales et régionales d'obligations publiques. En conséquence, il n'intègre pas les instances du Trésor, les Bons du Trésor, les avances de trésorerie et la dette fiscale.

La stratégie d'endettement pour l'année 2024 se caractérise par un recours significatif à l'emprunt en vue de finaliser les chantiers en cours et les compléter. Bien que devant faire face à un service de la dette important dont il a hérité, le Gouvernement entend recourir à un niveau d'emprunt porteur d'une croissance économique positive favorisant la création d'emplois. L'objectif de la présente stratégie étant de reconstituer, à moyen terme, des marges d'endettement permettant de rendre à nouveau possible l'usage de la dette dans un cadre contracyclique. De même, la poursuite de la réduction à l'exposition aux risques de marché, principalement les risques de taux de change et de taux d'intérêt, guidera l'orientation des nouveaux engagements extérieurs et intérieurs sur la période 2024-2026.

Le présent document de stratégie d'endettement s'articule autour des trois (3) points ci-après :

I. La situation de la dette publique sur la période 2022-2023 ;
II. La stratégie d'endettement public 2024-2026 ;
III. La viabilité de la dette publique à l'horizon 2038.

I. LA SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE 2022-2023

A. LES REALISATIONSEN 2022

1- L'exécution de la stratégie d'endettement public en 2022

En 2022, les nouveaux engagements se sont chiffrés à 554,2 milliards FCFA contre une prévision de 527,0 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 105,2%. Cette situation s'explique par le niveau élevé des fonds levés sur le marché financier régional par rapport à la prévision initiale.

Les nouveaux emprunts extérieurs se sont élevés à 80,2 milliards FCFA et les emprunts intérieurs à 474,0 milliards FCFA pour des prévisions de 100,0 milliards FCFA et 427,0 milliards FCFA, correspondant ainsi à des taux de réalisation respectifs de 80,2% et 111,0%. Cette situation s'explique par le niveau élevé des fonds levés sur le marché financier régional en 2022 par rapport à la prévision initiale.

Les tirages sur financements extérieurs à fin 2022 se sont élevés à 365,6 milliards FCFA contre 287,5 milliards FCFA prévus, correspondant ainsi à un taux de réalisation de 127,2%. Ce résultat s'explique par la forte mobilisation des financements auprès des créanciers multilatéraux. Les décaissements sur financements intérieurs se sont établis à 474,0 milliards FCFA pour une prévision de 351,4 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 134,9%. Cette forte mobilisation résulte de la confiance et de l'attrait des investisseurs pour les titres publics gabonais.

Au titre des prêts-projets, les tirages effectués ont représenté 10,2% du montant total des décaissements et ceux orientés vers l'équilibre budgétaire 89,8% contre respectivement 20,3% et 79,7% prévus dans la loi de finances rectificative 2022.

Le montant des tirages sur prêts projets s'est chiffré à 85,7 milliards FCFA et a été orienté à la réalisation de vingt (20) projets contre dix-huit (18) inscrits dans la loi de finances rectificative 2022. Au nombre de ces projets figurait notamment : la réhabilitation du Transgabonais, l'appui à l'employabilité des jeunes ;le renforcement des structures sanitaires ;le projet de développement agricole ;le programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville ;, le projet E-Gabon ;le développement de la Statistique ; l'accès au service de base et au renforcement des capacités des services ruraux ; l'appui à la diversification de l'Economie gabonaise ; et l'appui au programme Graine.

1.1- Les termes moyens des nouveaux engagements

En 2022, les termes moyens des nouveaux engagements se sont situés à 5,6 ans pour la maturité, 2,7 ans pour le délai de grâce et 4,2% pour le taux d'intérêt contre des prévisions respectives de 9,7 ans, 4,7ans et moins de 5%. Ces termes ne sont pas conformes à la prévision pour ce qui est de la maturité et du différé moyen contrairement au taux d'intérêt moyen. Les termes moyens des nouveaux engagements extérieurs se sont établis à 20,0 ans pour la maturité, 4,8 ans pour le différé et 2,1% pour le taux d'intérêt. A l'exception du délai de grâce moyen, la durée de remboursement et le taux d'intérêt respectent la prévision stratégique. Concernant les termes moyens des nouveaux engagements intérieurs, ils se fixent à 3,2 ans pour la maturité, 2,4 ans pour le différé et 4,5% pour le taux d'intérêt contre respectivement 5,0 ans, 4,0 ans et moins de 5,0% prévus. Seul le taux d'intérêt a été conforme aux prévisions contenues dans la stratégie d'endettement

Tableau n° 1 : Termes moyens des nouveaux engagements en 2022

	Prévisions			Réalisations		
	Maturité en années	**Différé en Années**	**Taux d'intérêt %**	**Maturité en années**	**Différé en années**	**Taux d'intérêt %**
Emprunt Extérieur	**13,2**	**5,3**	**- de 5,0%**	**20,0**	**4,8**	**2,1**
Bilatéral	17,0	5,0	- de 5,0%	20,0	5,0	2,0
Multilatéral	18,5	5,0	- de 5,0%	20,0	3,0	3,3
Commercial	7,3	2,0	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Marché Financier International	10,0	9,0	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Emprunt Intérieur	**5,0**	**4,0**	**- de 5,0%**	**3,2**	**2,4**	**4,5**
Marché Financier Régional	5,0	4,0	- de 5,0%	3,2	2,4	4,5
Ensemble	**9,7**	**4,7**	**- de 5,0%**	**5,6**	**2,7**	**4,2**

Pour ce qui concerne la couverture des risques du portefeuille de la dette publique :

- Le risque de taux de change a été maîtrisé du fait que les nouvelles conventions ont été exclusivement signées à taux de changes fixe, notamment en Franc CFA et en Euro d'une part, et en raison du poids important des monnaies à taux de change fixe, soit 85,5% pour le Franc CFA et 14,5% pour l'Euro.
- Le risque de taux d'intérêt a également été maitrisé. En effet, la part des nouveaux emprunts contractés à taux de change fixe a représenté98,8% du portefeuille de la dette tandis que celle à taux de change flottant n'a représenté que 1,2%.

Par ailleurs, le portefeuille de la dette est exposé au risque de refinancement du fait des faibles niveaux de la maturité et du différé moyens qui se fixent respectivement à 5,6 ans et 2,7 ans.

En somme, les directives de la stratégie d'endettement public en matière de portefeuille des nouveaux emprunts sont globalement conformes.

2. L'encours de la dette publique en 2022

Le stock de la dette publique en 2022 se fixe à 7131,6 milliards FCFA. Il est en augmentation de 4,8% par rapport à 2021 en raison de l'accroissement plus rapide des engagements extérieurs.

2.1 L'encours de la dette extérieure

L'encours extérieur s'élève à 4523,9 milliards FCFA en 2022, soit 63,4% du montant total de l'encours. Il progresse de 6,7% par rapport à son niveau de l'année précédente en raison de l'évolution des engagements multilatéraux et ceux envers le marché financier international.

La dette bilatérale s'établit à 845,4 milliards FCFA, soit un niveau quasiment identique à celui de 2021. Aussi, cette catégorie de dette représente-t-elle 18,7% du total de l'encours extérieur.

La dette multilatérale se chiffre à 1908,5 milliards FCFA, soit 42,2% du total extérieur. Cette dernière enregistre une hausse de 13,2% par rapport à 2021, due principalement à l'augmentation des engagements nets obtenus auprès de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International.

D'un montant de 204,6 milliards FCFA, l'encours de la dette commerciale régresse de 7,3% par rapport à son niveau de 2021. Cette situation s'explique par les paiements importants envers les partenaires autrichiens, espagnols et chinois. La dette commerciale représente 4.5% du total extérieur.

L'encours sur le marché financier international croit de 5,0% par rapport à son niveau de l'année précédente pour s'élever à 1565,4 milliards FCFA en 2022. Cette augmentation est la conséquence de l'évolution du taux de change notamment le Dollars américain. L'encours sur le marché financier international représente 34,6% du montant total de la dette extérieure.

2.2 L'encours de la dette intérieure

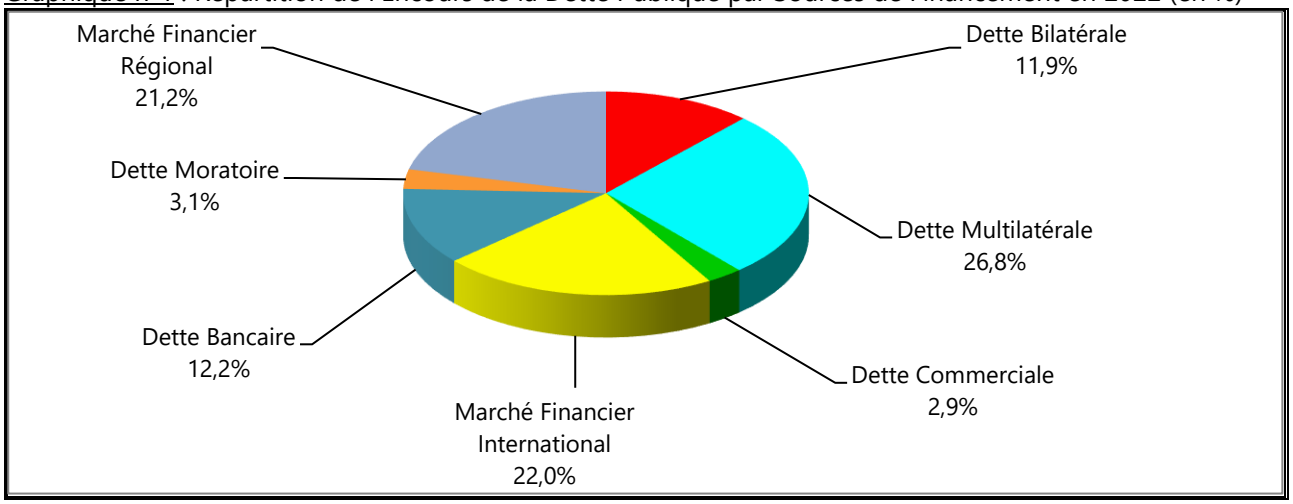
Le stock de la dette publique intérieure se chiffre à 2607,7 milliards FCFA en 2022, soit 36,6% du montant total de l'encours. Ce dernier progresse de 1,6% par rapport à son niveau de 2021 en raison de l'augmentation des engagements nets sur le marché financier régional.

La dette bancaire s'élève à 873,3 milliards FCFA et concentre 33,5% du total intérieur. Ce dernier décroit de 1,4% comparativement à l'année antérieure.

D'un montant de 221,3 milliards FCFA, la dette moratoire baisse de 43,9% par rapport à l'année précédente et englobe 8,5% du total de l'encours intérieur. Cette situation s'explique par le besoin des autorités à relancer l'économie locale par le règlement des créances des fournisseurs et prestataires de l'Etat. Il a donc, pour ce fait, été procédé au paiement des moratoires à travers un financement sur les marchés financiers. (Gestion active de la Dette).

Le montant de l'encours envers le marché financier régional s'établit à 1513,2 milliards FCFA et croit de 17,5%. Aussi, la dette envers le marché régional représente 58,0% du total de l'encours intérieur.

Graphique n°1 : Répartition de l'Encours de la Dette Publique par Sources de Financement en 2022 (en %)



2.3 - Les indicateurs d'endettement

Le taux d'endettement public s'est élevé à 54,3% au 31 décembre 2022 pour une prévision de 56,7%. Ce dernier connait une baisse de 2,4 points en raison de la progression plus rapide du PIB par rapport à l'évolution de l'encours. La pression du service de la dette sur les recettes budgétaire a été de 47,4% contre une prévision de 44,6%. En comparaison avec l'année antérieure, ce ratio baisse de 18,1 points du fait de la hausse plus importante des recettes budgétaires par rapport au service. Le ratio des intérêts sur les recettes budgétaires s'est situé quant à lui à 13,9% pour une prévision de 13,7%. Ce dernier

enregistre une augmentation de 0,2 point par rapport à l'année 2021 en raison de l'évolution plus importante des recettes budgétaires par rapport aux intérêts.

En définitive, les indicateurs d'endettement connaissent une amélioration en 2022 en raison de la bonne tenue de l'activité économique. Toutefois, ces indicateurs demeurent au-dessus des seuils nationaux arrêtés à 35,0% pour le taux d'endettement, 25,0% la pression du service et 10,0% le ratio des intérêts de la dette sur les recettes budgétaires.

Tableau n° 2 : Indicateurs d'endettement public en 2022 (en %)

	Seuil national	Prévisions	Réalisations	Ecarts/Prévisions	Ecarts/Seuil
Encours/PIB	35,0	56,7	54,3	-2,5	21,7
Service/Recettes budgétaires	25,0	44,6	47,4	2,8	22,4
Intérêts/Recettes budgétaires	10,0	13,7	13,9	0,2	3,9

B. LES ESTIMATIONS A FIN 2023

1 L'évolution de la dette publique et des indicateurs de viabilité

1.1- L'exécution de la stratégie d'endettement 2023

Le plafond d'autorisation pour les nouveaux emprunts en 2023 a été fixé dans la Loi de finances à877,5 milliards FCFA dont 427,5 milliards FCFA pour les emprunts extérieurs et 450,0 milliards FCFA pour les engagements intérieurs.

A fin septembre 2023, les nouvelles conventions extérieures se chiffrent à 439,1 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 103,9%. Ces emprunts ont été contractés auprès de :

- la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) pour le Programme d'appui budgétaire au secteur de la santé et au développement des infrastructures ;
- la Banque SANTANDER pour l'acquisition d'un avion ;
- la DEUTSCHE BANK pour la conception et la réalisation de passerelles à Libreville et du nouveau pont d'Ebel-Abanga d'une part ;
- et sur le marché financier international au titre de la conservation marine, d'autre part.

Quant aux nouvelles conventions intérieures, elles s'élèvent à 324,3 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 72,1%. Ces nouveaux engagements ont été contractés sur le marché régional.

Au terme du troisième trimestre 2023, le portefeuille des nouvelles signatures se compose d'un prêt multilatéral, de deux prêts commerciaux, d'un Blue Bond et des Obligations du Trésor Assimilables (OTA). Les termes moyens du prêt multilatéral sont de 18,0 ans pour la maturité moyenne, 4,0 ans pour le délai de grâce et 4,0% pour le taux d'intérêt. Quant aux termes des prêts commerciaux, ils s'établissent à 12,3 ans pour la durée moyenne, 2,1 ans pour le différé et 3,7% pour le taux d'intérêt. Pour ce qui est de la durée, du différé et du taux d'intérêt moyens obtenus sur le marché financier international, ils sont respectivement de 15,0 ans, 4,5 ans et 8,2%. En ce qui concerne les termes moyens obtenus sur le marché financier régional, ils se situent respectivement à 3,7 ans, 2,7 ans et 5,9%.

Au 30 septembre 2023, les tirages réalisés s'établissent à 774,2 milliards FCFA pour une prévision de877,8 milliards FCFA, soit un taux d'exécutionde88,2%. Les décaissements sur FINEX se chiffrent à 386,1 milliards FCFA contre 427,8 milliards FCFA prévus sur l'année, soit un taux de réalisation de 90,3%.

Les tirages sur prêts projets s'établissent à 44,3 milliards FCFA. Ils ont été orientés majoritairement vers les projets de réaménagement de la Transgabonaise pour 25,9%, de développement des services de base en milieu rural pour 20,9%, de construction des salles de classe pour 13,4% et du programme pour l'alimentation en eau potable pour 11,1% du montant total des prêts projets.

Les mobilisations sur FININ s'établissent à 388,1 milliards FCFA à fin septembre 2023 contre une prévision annuelle de 450,0 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 86,2%. Ces décaissements ont été mobilisés sous forme de conventions bancaires et de prêts obtenus sur le marché financier régional.

Globalement, sur la période le rythme des décaissements effectués est satisfaisant au regard des montants levés sur les deux marchés financiers. Toutefois, des efforts doivent être consentis afin d'accélérer la mobilisation des tirages sur prêts projets.

1.2- L'évolution des agrégats de la dette publique et des ratios d'endettement

L'encours de la dette publique à fin septembre 2023 se chiffre à 7149,2 milliards FCFA dont 4332,7 milliards FCFA de dette extérieure et 2816,5milliards FCFA de dette intérieure. Cet encours serait de 7023,4milliards FCFA en fin d'année avec 4278,2 milliards FCFA pour l'extérieur et 2745,2milliards FCFA pour l'intérieur. Le taux d'endettement se fixerait à 56,4%contre 54,3% en 2022, soit une hausse de 2,1 points.

Au terme du troisième trimestre 2023, le service de la dette publique s'établit à 1138,0milliards FCFA dont 627,9 milliards FCFA au titre de la dette extérieure et 510,1 milliards FCFA pour la dette intérieure. A fin décembre 2023, ce service est estimé à1522,1 milliards FCFA avec respectivement 806,3 milliards FCFA et 715,8 milliards FCFA du service extérieur et intérieur. En comparaison avec l'année précédente où il se situait à 1053,7 milliards FCFA, ce service enregistrerait une hausse de 44,4%. La pression du service se fixerait quant à elle à 53,1% à fin 2023 contre 47,4% en 2022. Cette dégradation s'explique par l'importance des refinancements partiels des Eurobonds arrivant à échéance en 2025 et 2031.

Tableau n° 3 : Profil de Coût et de Risque de la Dette Publique à fin 2023

Ratios de coût et de risque		Extérieure	Intérieure	Total
Encours de la dette en milliards FCFA		4278,2	2745,2	**7023,4**
Encours de la dette en % du PIB		34,4	22,1	**56,4**
Service de la dette en % des recettes budgétaires		28,1	25,0	**53,1**
Taux d'intérêt Implicite en %		4,1	5,1	**4,5**
Risque de Refinancement	Maturité moyenne du Portefeuille de la dette totale en année	5,5	2,2	**4,2**
	Dette arrivant à maturité dans un an en %	16,3	34,8	**23,5**
Risque de Taux d'intérêt	ATR (Average Time to Refixing) – années	3,9	2,2	**3,2**
	Dette à refixer dans un an – en %	42,5	34,8	**39,5**
	Dette à taux fixe en % de la dette totale	70,3	100,0	**81,9**
Risque de change	Dette en devises en % de la dette totale	-	-	**60,9**
	Dette à change flottant en % de la dette en devises	-	-	**67,8**

2-Les indicateurs de risque

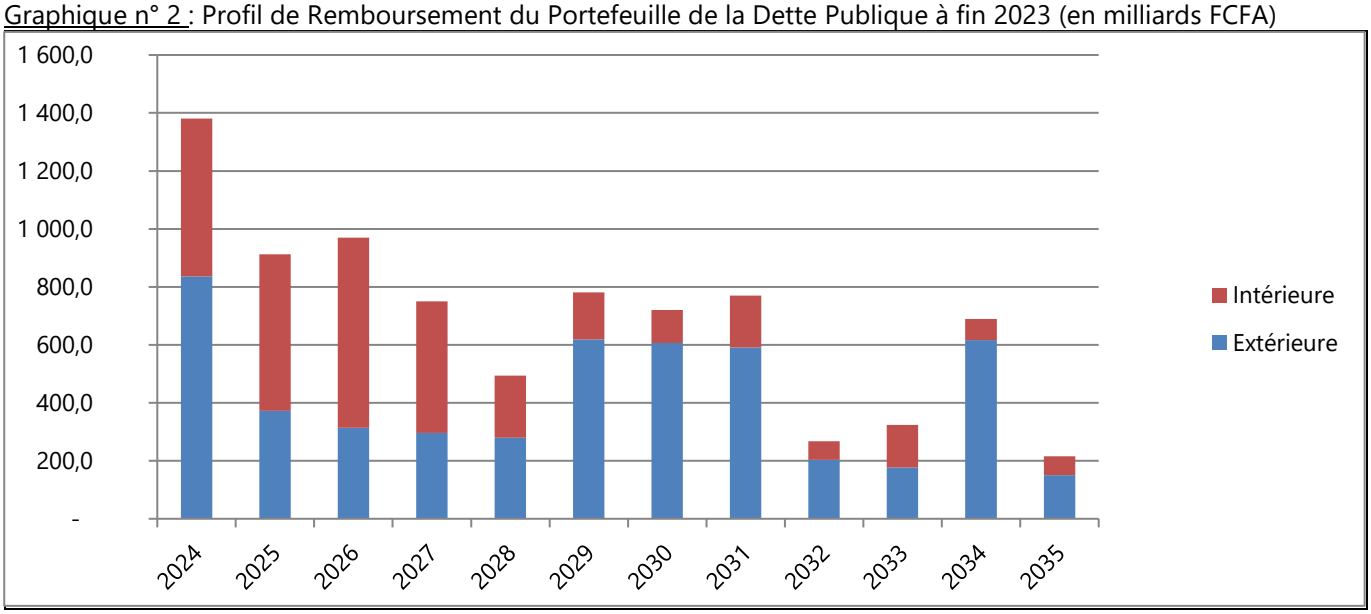
A fin 2023, le portefeuille de la dette demeurerait exposé au risque de change en raison de la prépondérance du dollar américain dans l'encours en devise, soit 67,8%. Ce risque est amplifié par le poids important de la dette extérieure qui représente 34,4% du PIB.

Concernant le risque du taux d'intérêt, le portefeuille serait exposé du fait d'un niveau significatif des taux à refixer dans un an et de la durée de refixation qui seraient respectivement de 39,5% et3,2 ans. Cependant, ce risque pourrait être atténué par la part importante des emprunts à taux fixe qui représente 81,9% de l'encours total.

La maturité moyenne du portefeuille s'établirait à 4,2 ans à fin décembre 2023, ce qui exposerait le portefeuille de la dette aux refinancements importants. La vulnérabilité à ce risque serait accentuée par le poids de la dette arrivant à échéance dans un an, soit 23,5% de la dette totale.

En définitive, le profil de risque du portefeuille de la dette existante serait exposé aux risques de taux d'intérêt, de refinancement et de taux de change.

Graphique n° 2 : Profil de Remboursement du Portefeuille de la Dette Publique à fin 2023 (en milliards FCFA)



II. LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC 2024-2026

A. LAJUSTIFICATIONET L'AFFECTATION DES EMPRUNTS

1- Les objectifs de la stratégie d'endettement

Pour l'année 2023, la stratégie d'endettement public initiale se caractérisait par un recours important aux financements auprès des partenaires traditionnels de l'état, mais également auprès des marchés financiers, afin d'assurer les engagements incompressibles de l'Etat et la poursuite des différents chantiers initiés par le gouvernement.

La présente stratégie s'inscrit dans la continuité de celle de l'année antérieure. Cette stratégie vise à stabiliser l'évolution du niveau de l'encours tout en s'assurant du paiement du service de la dette à échéance, d'une part et à reconstituer les marges d'endettements de l'état, d'autre part.

De ce fait, la stratégie 2024-2026 consacre une présence accrue du Gabon sur les marchés financiers international et régional. Les nouveaux emprunts extérieurs seront préférentiellement à termes semi-concessionnels, à change et intérêt fixes.

2- Les cibles stratégiques des indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette publique.

Les principales cibles des indicateurs de coût et risque du portefeuille de la dette publique visées au cours de la période 2024-2026se présentent comme suit :

- **Composition du Portefeuille de la dette publique** :

La composition espérée du portefeuille de la dette publique à l'horizon 2026devrait se composerde55,0% de dette extérieure et 45,0% de dette intérieure.

- **Risque de refinancement du portefeuille de la dette publique :**

Pour se couvrir contre les risques de refinancement, les dettes arrivant à échéance à 1 an ne devront pas excéder le seuil de 10,0% du portefeuille de la dette.

- **Risque de taux d'intérêt à court terme :**

La part de la dette dont les taux seront révisés dans un an devrait se situer à moins de 25,0 % et la dette à taux fixe devrait représenter au moins 75,0 % de la dette totale.

Dans le cadre de la maîtrise des risques de taux d'intérêt, le portefeuille des nouveaux emprunts respectera la composition de la dette existante, à savoir près d'un tiers d'engagements contractés à taux d'intérêt variable.

- **Risque de taux de change du portefeuille** :

Pour contenir le risque de change, la part de la dette publique libellée en dollar américain devrait se situer entre 20,0% et 30,0%. De ce fait, Il serait nécessaire d'accroitre la part des prêts libellés en Euro dans la dette extérieure en signant deux tiers (2/3) du montant des nouveaux engagements.

- **Les termes des nouveaux engagements extérieurs**

Dans le cadre de la gestion active de la dette, les nouveaux emprunts extérieurs seront contractés conformément aux orientations du gouvernement. Ainsi, les dettes :

- multilatérales auront une maturité moyenne de 18,0 ans, assortie d'un différé d'amortissement de 5,0 ans ;
- bilatérales auront une maturité moyenne de 15,0 ans et une période de grâce de 3,0 ans ;
- commerciales auront une maturité moyenne comprise entre 7 et 10 ans et un différé minimum de 2 ans.

3- Les besoins de financement

Le solde des opérations budgétaires sur les dix (10) prochaines années se fixerait en moyenne autour de 3,7% du PIB. Ces excédents budgétaires ne seraient pas suffisants pour financer la totalité du service de la dette dû pour chaque année. Les ressources mobilisées sur la période 2024-2026 serviront au financement des projets et à l'équilibre budgétaire. Ces emprunts seront constitués des prêts projets et des émissions obligataires.

Tableau n°4 : Evolution du Besoin de Financement 2024-2026 (en % du PIB, sauf indications contraires)

	2024	2025	2026
Recettes budgétaires	18,1	16,5	15,8
Déficit hors dette	-4,3	-6,7	-7,4
Service de la dette	13,8	9,8	9,8
Besoin de financement	9,5	3,1	2,4
PIB en milliards FCFA	12 626,8	12 897,6	13 285,2

En 2024, le montant alloué aux prêts projets sera de117, 7 milliards FCFA. Ces ressources proviendront de la Banque Mondiale (BIRD) pour un montant de 10,8milliards FCFA, de la Banque Africaine de Développement à hauteur de 39,0milliards FCFA (BAD), de l'Agence Française de Développement (AFD) pour29,1milliards FCFA, de la Banque Islamique de Développement (BID) pour 8,4 milliards FCFA, de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) pour 4,0 milliards FCFA, de la DEUTSCHE BANK pour 24,9 milliards FCFA et de la Banque SANTANDER pour 1,5 milliards FCFA.

Pour ce qui concerne les prêts programmes, ils se chiffreront à 14,8 milliards FCFA et seront mobilisés essentiellement auprès de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA).

S'agissant des émissions obligataires, elles seront mobilisées sur le marché international et régional pour respectivement 469,9 milliards FCFA et 578,0 milliards FCFA.

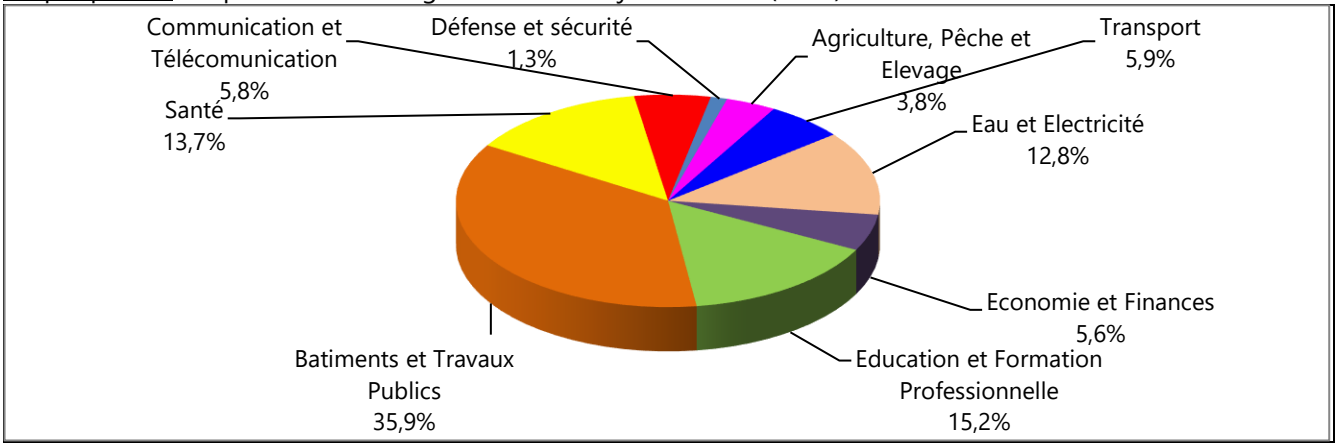
En 2025, les prêts projets seront mobilisés à hauteur de 1,6% du PIB et des émissions obligataires régionales pour 1,2% du PIB.

Les financements en 2026 seront constitués essentiellement de prêts projets pour 0,8% du PIB.

4- L'affectation des tirages sur financements extérieurs (FINEX) et financements intérieurs (FININ)

Les décaissements sur financements extérieur et intérieur en 2024 seront orientés vers les projets relatifs au secteur de l'Education et Formation Professionnelle, de la Santé, des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), de l'Eau et de l'Electricité, des Transports, de l'Agriculture, Pêche et Elevage, de la Défense et Sécurité, des Communications et Télécommunications, et de l'Economie et Finances.

Graphique n°3 : Répartition des Tirages sur Prêts Projets en 2024 (en %)



En 2024, les Obligations du Trésor seront mobilisées sur les marchés financiers international et régional.

Les tirages sur prêts-projets affectés au secteur de l'Education et Formation Professionnelle, concernent la construction de trois centres de formation professionnelle, le Programme d'investissement du secteur éducation et l'appui à l'employabilité des jeunes.

Les décaissements au profit du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) sont orientés vers les projets d'aménagement du bassin versant Terre-Nouvelle, de conception et réalisation de deux fly-overs, quatre passerelles piétonnes et un pont métallique d'Ebel-Abanga et le programme d'appui au secteur des infrastructures au Gabon.

Le secteur de l'Eau et l'Electricité quant à lui, bénéficie des tirages relatifs au programme intégré pour l'alimentation en eau potable.

Les tirages en faveur du secteur du Transport sont affectés aux projets relatifs à la réhabilitation du Transgabonais.

Les décaissements relatifs au secteur de la santé, concerneront les projets de renforcement des structures sanitaires, de renforcement des capacités de services ruraux, du plan national de vaccination contre la Covid-19 et d'appui Covid-19.

Les financements pour le secteur de l'Agriculture, Pêche et Elevage concerneront le projet d'Appui au Programme Graine et le projet de Développement Agricole et Rural.

Quant au secteur de la Défense et Sécurité, les tirages seront affectés vers le projet d'acquisition d'un avion.

B. LE PLAFOND DES NOUVEAUX EMPRUNTS ET LES TIRAGES PREVISIONNELS

1- Le plafond des nouveaux emprunts

Les nouveaux emprunts sur la période 2024-2026 seront principalement semi- concessionnels à taux d'intérêt fixe conformément aux orientations stratégiques.

1.1- Le plafond des nouveaux emprunts par sources de dette

Sur la période 2024-2026, les nouveaux engagements se chiffreront à1647,9 milliards FCFA, dont 769,9 milliards de francs FCFA d'emprunts extérieurs et 878,0 milliards FCFA au titre des emprunts intérieurs.

Tableau n° 5 : Plafond des nouveaux emprunts par sources de financement 2024-2026 (en milliards FCFA)

	2024	2025	2026	Total
Plafond des nouveaux emprunts extérieurs	569,9	100,0	100,0	769,9
Semi concessionnel	*100,0*	*100,0*	*100,0*	*300,0*
Eurobond	*469,9*	*0,0*	*0,0*	*469,9*
Plafond des nouveaux emprunts intérieurs	578,0	150,0	150,0	878,0
Total Plafond nouveaux emprunts	**1 147,9**	**250,0**	**250,0**	**1647,9**

Le plafond des nouveaux prêts en 2024 sera de 1147,9 milliards FCFA. Ce dernier sera composé de 569,9 milliards FCFA au titre des nouveaux engagements extérieurs et de 578,0 milliards FCFA pour les emprunts intérieurs, soit respectivement 49,6% et 50,4%du montant total des nouveaux emprunts. La dette intérieure pour sa part, sera constituée des obligations du trésor et obligations du trésor assimilables.

En 2025, le plafond des nouvelles signatures sera de 250,0 milliards FCFA dont 100,0 milliards FCFA d'emprunts extérieurs et 150,0 milliards FCFA d'engagements intérieurs, pour respectivement 40,0% et 60,0% du total des nouveaux emprunts. Les emprunts extérieurs seront essentiellement semi-concessionnels. La dette intérieure pour sa part, sera constituée des obligations du trésor et obligations du trésor assimilables.

En 2026, le plafond des nouveaux engagements sera arrêté sur les prêts extérieurs pour un montant de 100,0 milliards FCFA et 150,0 milliards FCFA d'engagements intérieurs, soit respectivement 40,0% et 60,0%.

En somme, sur la période 2024-2026, le plafond des nouveaux emprunts s'établira en moyenne à 549,3 milliards FCFA, dont 256,6 milliards FCFA d'engagements extérieurs et 292,7 milliards FCFA d'engagements intérieurs.

1.2- Le plafond des nouveaux emprunts par types de dettes

Le niveau annuel des nouveaux emprunts en pourcentage du PIB sur la période 2024-2026 représente 11,2% en 2024, 2,6% en 2025 et 2,2% en 2026, ce qui correspond à une moyenne de 5,3% sur ladite période.

Tableau n° 6 : Plafond des nouveaux emprunts par types de dettes 2024-2026 (en milliards FCFA)

Types de prêt	Monnaies	Types de taux	2024	2025	2026
Semi-concessionnel	Euro	Fixe	48,0	48,0	48,0
Semi-concessionnel	Euro	Variable	27,0	27,0	27,0
Semi-concessionnel	Dollar	Fixe	16,0	16,0	16,0
Semi-concessionnel	Dollar	Variable	9,0	9,0	9,0
Eurobond	Dollar	Fixe	469,9	0,0	0,0
Obligation intérieure	XAF	Fixe	578,0	150,0	150,0
Plafond nouveaux emprunts			**1 147,9**	**250,0**	**250,0**
Plafond nouveaux emprunts en % du PIB			**11,2**	**2,6**	**2,2**

Les nouveaux emprunts en 2024 s'élèveront à 1147,9 milliards FCFA. Ils seront constitués de prêts semi-concessionnels en Euro pour 75,0 milliards FCFA, dont48,0 milliards FCFA à taux d'intérêt fixe et 27,0 milliards FCFA à taux d'intérêt variable ; et de prêts semi-concessionnels en Dollar, qui se chiffreront à25,0 milliards FCFA, dont 16,0 milliards FCFA à taux d'intérêt fixe et 9,0 milliards FCFA à taux d'intérêt variable. Un Eurobond de l'ordre de 469,9 milliards FCFA est prévu dans le cadre des émissions de titres publics.

En 2025, le montant des nouvelles signatures sera de 250,0 milliards FCFA. Les nouveaux engagements seront essentiellement semi-concessionnels, dont 75,0 milliards FCFA en Euro à raison de 48,0 milliards FCFA à taux fixe et de 27,0 milliards FCFA à taux d'intérêt flottant. En ce qui concerne les prêts semi-concessionnels en Dollar, ils s'établiront à 25,0 milliards FCFA, dont 16,0 milliards FCFA pour les prêts semi-concessionnels à taux d'intérêt fixe et 9,0 milliards FCFA pour les prêts semi-concessionnels à taux d'intérêt variable. Les tirages intérieurs quant à eux, s'établiront à 150,0 milliards FCFA.

Les nouveaux engagements en 2026 se chiffreront à 250,0 milliards FCFA. Les nouvelles signatures en Euro seront essentiellement semi-concessionnelles, dont 75,0 milliards FCFA en Euro à raison de 48,0 milliards FCFA à taux fixe et de 27,0 milliards FCFA à taux d'intérêt flottant. Pour ce qui concerne les emprunts semi-concessionnels en Dollar, ils s'élèveront à 25,0 milliards FCFA, dont 16,0 milliards FCFA pour les prêts semi-concessionnels à taux d'intérêt fixe et 9,0 milliards FCFA pour les prêts semi-concessionnels à taux d'intérêt variable. Quant aux décaissements intérieurs, ils s'élèveront à 150,0 milliards FCFA.

2- Les tirages prévisionnels sur Financements Extérieurs et Intérieurs

Sur la période 2024-2026, les tirages prévisionnels sur financements extérieurs et intérieurs se chiffreront en moyenne à 6,0% du PIB, ce qui représente un niveau de décaissements de 9,5% du PIB en 2024, 3,1% du PIB en 2025 et 2,4% du PIB en 2026.

Tableau n° 7 : Tirages sur Financements Extérieurs et Intérieurs 2024-2026 (en % du PIB)

Types de prêt	Monnaies	Types de taux	2024	2025	2026
Semi-concessionnel	Euro	Fixe	0,3	0,1	0,2
Semi-concessionnel	Euro	Variable	0,6	1,5	0,6
Semi-concessionnel	Dollar	Fixe	0,0	0,0	0,1
Semi-concessionnel	Dollar	Variable	0,0	0,0	0,0
Commercial	Dollar	Variable	0,0	0,0	0,0
Commercial	Euro	Variable	0,0	0,1	0,1
Eurobond	Dollar	Fixe	3,7	0,0	0,0
Obligation intérieure	XAF	Fixe	4,6	1,2	1,1
Besoin de financement en % PIB			**9,5**	**3,1**	**2,4**

Les tirages sur financements extérieurs en 2024 seront constitués de prêts semi-concessionnels en Euro à taux d'intérêt fixe et variable pour respectivement 0,3% et 0,6% du PIB. Pour les décaissements sur le marché financier international, l'émission de l'Eurobond représentera 3,7% du PIB. Quant aux prêts sur financement intérieurs, ils seront effectués sur le marché financier régional à hauteur de4,6% du PIB.

En 2025, les décaissements sur financements extérieurs seront constitués de prêts semi-concessionnels en Euro à taux d'intérêt fixe et variable pour respectivement 0,1% et 1,5% du PIB. Quant aux tirages sur les prêts commerciaux en Euro à taux d'intérêt variable, ils se situeront à 0,1% du PIB. Ces derniers seront effectués sur les prêts commerciaux existants. Les tirages levés sur le marché financier régional s'établiront à 1,2% du PIB.

En 2026, les tirages sur financements extérieurs se situeront respectivement à 0,2% et 0,6% du PIB pour les prêts semi-concessionnels en Euro à taux d'intérêt fixe et variable. Pour leur part, les prêts semi-concessionnels en Dollar à taux d'intérêt fixe s'établiront à 0,1% du PIB. Les décaissements sur les prêts commerciaux à taux d'intérêt fixe en Euro seront de 0,1% du PIB. S'agissant des tirages mobilisés sur le marché financier régional, ils représenteraient 1,1% du PIB.

3- Les résultats de la stratégie d'endettement 2024-2026

La mise en œuvre de la stratégie d'endettement à moyen terme se caractériserait par une appréciation des indicateurs d'endettement. En effet, le taux d'endettement passerait de 56,4% en 2023 à 40,9% en 2031, soit une baisse de 15,5 points de pourcentage. Le ratio de liquidité sur la même période, quant à lui, s'améliorerait ainsi de 53,1% à 30,8 %. Bien que les indicateurs d'endettement s'améliorent, ils demeurent au-dessus des seuils stratégiques arrêtés par les Autorités.

Le risque de refinancement demeure modéré sur la période 2023-2031. En effet, la maturité moyenne du portefeuille serait de 8,3ans entre 2023 et 2031. Par ailleurs, une dégradation de la maturité du portefeuille serait observée entre 2028-2031, passant de 8,9 ans à 7,6 ans.

Les indicateurs de risques de taux d'intérêt s'amélioreraient dans l'ensemble. En effet, la durée moyenne de refixation des taux s'établirait en moyenne à 5,8 ans sur la période et la dette à taux fixe en pourcentage de la dette totale, bien qu'en baisse, demeurerait prépondérante dans le portefeuille de la dette. En revanche, la part de la dette à refixer dans un an évoluerait pour se situer en moyenne à 37,7% sur la période, enregistrant son niveau le plus bas en 2031, soit30,1%.

La part de la dette libellée en monnaie étrangère dans le portefeuille global de la dette augmente, passant de60,9% en 2023 à 84,8% en 2031. Aussi, le risque de taux de change demeure élevé, ce malgré l'augmentation peu significative de la dette à change fixe qui s'établirait en moyenne à 47,1% de la dette totale.

A l'horizon 2031, le portefeuille de la dette publique dans son ensemble fait ressortir une exposition modérée aux différents risques financiers, à l'exception du risque de change qui se détériore.

Tableau n° 8 : Evolution du profil de coûts et de risques du portefeuille de la dette

Indicateurs couts et risques		2023	2026	2027	2028	2031
Encours de la dette en % du PIB		56,4	44,3	41,6	37,7	40,9
Service de la dette en % des recettes budgétaires		53,1	49,3	40,1	28,0	30,8
Taux d'intérêt Implicite en %		4,5	4,7	4,6	4,7	4,8
Risque de refinancement		5,5	10,0	9,3	8,9	7,6
		2,2	5,4	5,3	4,9	3,6
		4,2	8,4	8,1	7,7	6,6
Risque de taux d'intérêt		3,2	7,0	6,7	6,4	5,5
		39,5	37,9	40,2	40,7	30,1
		81,9	77,4	75,2	74,3	77,0
Risque de change		60,9	71,3	75,8	74,8	84,8
		58,7	46,8	40,7	40,3	48,8

III. LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE A L'HORIZON 2038

A. LES CONCEPTS THEORIQUES DE BASE

L'objectif assigné à la dette publique consiste à mobiliser les ressources indispensables au financement du développement et à la couverture des autres besoins de l'Etat, sans mettre en péril sa stabilité financière et la viabilité à moyen et long terme de son économie.

L'Etat met ainsi en place une stratégie permettant d'assurer la coordination des politiques d'endettement et de gestion de la dette publique avec les politiques budgétaire et monétaire.

Cette stratégie a pour but, d'une part, d'éviter de renchérir le coût de l'endettement public et, d'autre part, de le maintenir à un niveau raisonnable, en s'assurant que :

- le niveau et le rythme de croissance de la dette sont soutenables ;
- le service de la dette publique sera régulièrement assuré ;
- les objectifs de coûts et de risques de l'Etat seront réalisés.

1- La solvabilité de la dette publique

Il s'agit de mesurer la capacité de l'Etat à remplir ses engagements de manière continue sur une longue période. Cette capacité s'apprécie à partir du taux d'endettement par le ratio suivant :

- Encours de la dette/PIB ≤ 70% (seuil communautaire).

Dans le cadre de sa politique de maîtrise de l'endettement, le Gouvernement a fixé à 35% le plafond stratégique du ratio Encours de la dette/PIB.

2- La liquidité de la dette publique

La liquidité est la capacité de l'Etat à rembourser sa dette à court terme. Elle se mesure par les ratios ci-après :

- Service de la dette/ Recettes budgétaires ≤25% ;
- Intérêts de la dette/Recettes budgétaires ≤10%.

B. LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

1- Les hypothèses de base

Les hypothèses macro-économiques sur la période 2024-2038 font ressortir une croissance moyenne de 2,6% portée essentiellement par le secteur hors pétrole, en particulier les secteurs des mines, du commerce, des industries de transformation et des services dans un contexte de diversification de l'économie nationale. Le prix du baril de pétrole gabonais se fixerait en moyenne à 63,3dollars américains avec un taux de change moyen de 576,8 FCFA. Sur la période 2024-2026, les indicateurs macroéconomiques et financiers sont élaborés sur la base de la continuité des chantiers initiés depuis 2021. Toutefois, ils prennent en compte la vision des nouvelles autorités en termes d'infrastructures et de projets à fort impact social. Tout ce qui précède est mis en œuvre afin de consolider la reprise de l'activité économique impactée par des chocs externes, notamment la guerre en Ukraine.

Entre 2024 et 2038, les recettes budgétaires s'élèveraient en moyenne à 19,6% du PIB et proviendraient majoritairement du secteur hors pétrole.

Aussi, les dépenses primaires sur la période 2024-2038 se chiffreraient-elles en moyenne à 14,2 du PIB%.

Les niveaux et les conditions d'emprunt, pour la période 2024-2038, sont présentés dans le chapitre III du présent document.

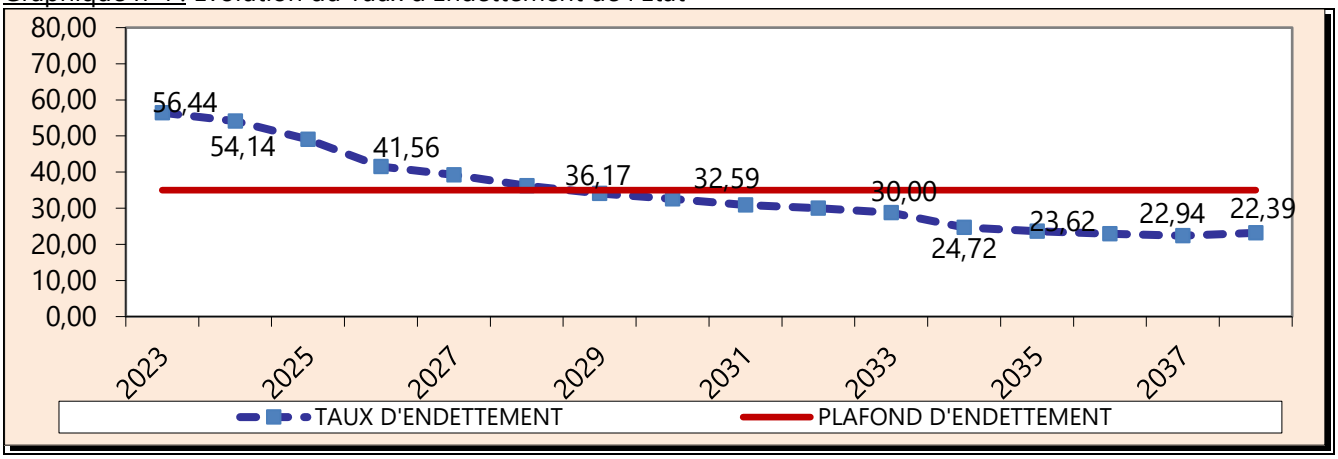
Tableau n°9 : Données Macro-économiques et Budgétaires

	Moyenne (2020-2023)	Moyenne (2024-2026)	Moyenne (2027-2031)	Moyenne (2032-2038)	**Moyenne (2024-2038)**
Taux de croissance réel (en %)	**2,2**	2,9	2,2	2,9	**2,6**
Prix du baril de pétrole gabonais (en Dollar US)	**85,7**	65,7	60,0	64,6	**63,3**
Taux de change du dollar US (en FCFA)	**593,0**	589,4	581,4	568,0	**576,8**
Recettes budgétaires (en % du PIB)	**19,6**	21,3	19,3	19,2	**19,6**
Recettes budgétaires hors pétrole (en % du PIB hors Pétrole)	**16,6**	16,8	16,1	15,5	**15,9**
Dépenses primaires (en % du PIB)	**16,5**	17,3	13,9	13,1	**14,2**
Solde commercial (en % du PIB)	**-10,2**	-9,3	-7,5	16,5	**3,3**
Tirages sur emprunts (en % du PIB)	**8,5**	4,2	2,5	1,7	**2,5**

2- L'évolution de la solvabilité de la dette publique

Au regard de l'évolution des agrégats macroéconomiques et financiers, et du profil des décaissements futurs des emprunts, la dette publique gabonaise demeurerait viable à court, moyen et long terme. Ainsi, le ratio d'endettement pour les quinze (15) prochaines années se fixerait en moyenne à 32,9% du PIB, soit un niveau en dessous du seuil stratégique national de 35,0% du PIB arrêté par les Autorités.

Graphique n°4 : Evolution du Taux d'Endettement de l'Etat



En 2024, le taux d'endettement enregistrerait une amélioration de 2,3 points de pourcentage, en passant de 56,4% en 2023 à 54,1% en 2024. Ce résultat est consécutif à la baisse des sollicitations des ressources d'emprunts et à l'accroissement du PIB.

De 2024 à 2026, le ratio d'endettement se situerait en moyenne à 48,2%, largement au-dessus du seuil stratégique fixé à 35,0%. Toutefois, il serait continuellement en baisse sur les trois années.

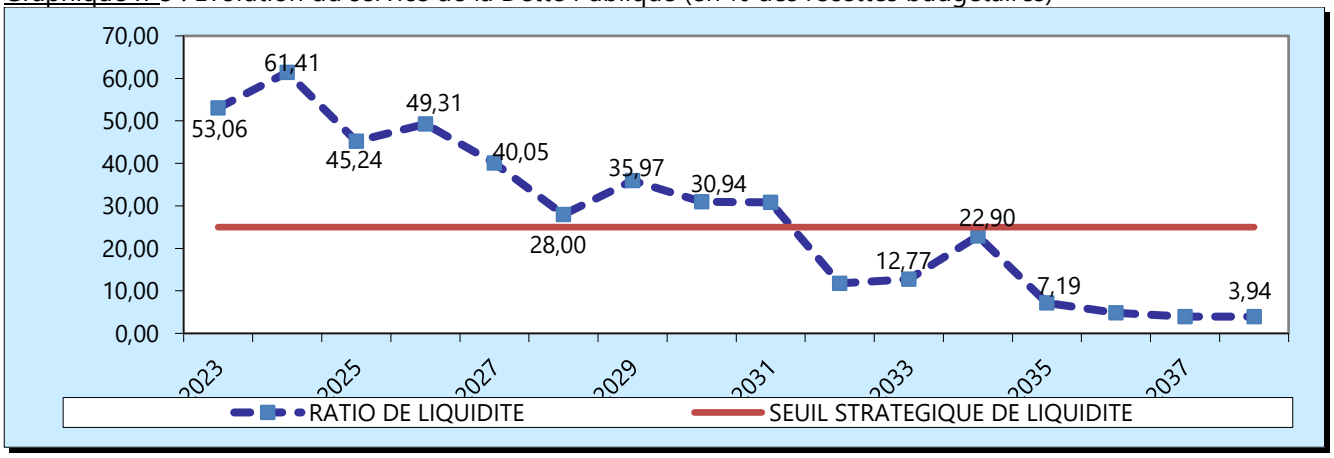
Dès 2027, le niveau d'endettement va continuellement baisser jusqu'en 2038 et s'établirait en deçà du seuil stratégique de 35,0% à partir de 2029, soit une moyenne de 27,3%.

En définitive, sur la période 2024-2038, le taux d'endettement évoluerait continuellement à la baisse. Cette embellie résulterait d'une part, du recours modéré à l'endettement supplémentaire, et à l'augmentation du produit intérieur brut.

3- La liquidité de la dette publique

Le service de la dette sur les recettes budgétaires sur la période 2024-2038, se fixerait en moyenne à 25,9%. Ce ratio serait légèrement au-dessus de la limite stratégique de 25,0% sur une longue période, avec des niveaux disparates et des pics autour de 50,0%. Cependant, sur la période 2032-2038, ce dernier reviendrait en dessous du seuil stratégique national, soit 9,6% en moyenne.

Graphique n°5 : Evolution du service de la Dette Publique (en % des recettes budgétaires)



L'année 2024 serait caractérisée par un accroissement du service de la dette publique consécutivement aux remboursements des Eurobond émis en 2013 et 2015, d'une part et des remboursements des Appels Publics à l'Epargne (APE) et des Obligations du Trésor Assimilables (OTA), d'autre part. Ainsi, le service de la dette rapporté aux recettes budgétaires passerait de 53,1% en 2023 à 61,4% en 2024, soit une hausse de 8,3 points.

Sur la période 2024-2026, le ratio de liquidité serait en moyenne de 52,0%. Ce dernier demeurerait au-dessus du seuil stratégique fixé à 25,0%. Une pression serait observée entre 2024 et 2026, avec des ratios autour de 50,0% en raison principalement du faible niveau de recettes fiscales et du poids de l'amortissement des Eurobond 2013 et 2015, des APE, des OTA pour ce qui est de 2024.

Sur la période 2027-2038, le service rapporté aux recettes budgétaires se situerait en moyenne à 19,4% et serait en deçà du seuil stratégique arrêté par les autorités. Toutefois, des pics seraient enregistrés en 2027 et 2029.

En conclusion, la pression du service sur les recettes budgétaires sur la période 2024-2038 évoluerait continuellement à la baisse. Cette embellie résulterait de l'amélioration des recettes budgétaires, d'une part et de la diminution du service, d'autre part.

C. LA RESILIENCE DE LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

Afin d'apprécier la résistance de la viabilité de la dette publique aux chocs éventuels que pourrait subir l'économie nationale, un test de résilience est régulièrement effectué. Ce dernier permet d'apprécier la robustesse de la solvabilité et l'évolution de la liquidité de la dette publique dans un contexte de crise économique.

1- Les hypothèses du choc

Compte tenu de la progression attendue de l'économie nationale avec un taux de croissance moyen de 2,6% et de la bonne tenue du secteur hors pétrole, les hypothèses du scénario de choc reposent sur la réalisation, pour deux (2) années successives, de taux de croissance négatif, à l'instar de celui constaté en 2020, suite à la crise mondiale consécutive à la pandémie de la Covid-19.

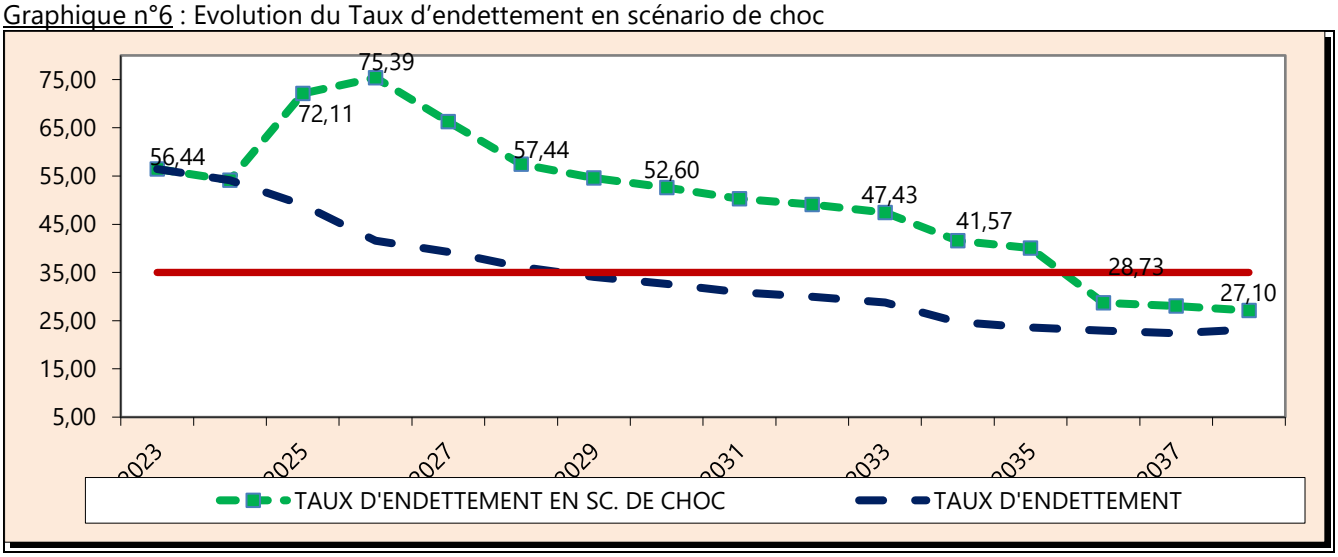
Cette hypothèse se présente ainsi qu'il suit un taux de croissance de -1,8% en 2025 et en 2026 contre +3,0% en 2025 et +2,6% en 2026 en hypothèse de base.
L'économie retrouverait dès 2027 le niveau de croissance envisagé dans le scénario de référence.

Le déficit budgétaire serait financé par un recours à l'endettement intérieur et extérieur à des conditions plus onéreuses.

2- La robustesse de la solvabilité de la dette publique

Il s'agit de mesurer le niveau de dégradation de la situation d'endettement suite aux chocs économiques sur la période 2024-2038 en l'absence de toutes mesures correctrices. Ainsi, les ratios d'endettement obtenus à l'issue du test sont comparés alternativement au seuil stratégique de 35,0% et au seuil communautaire fixé à 70,0%.

Graphique n°6 : Evolution du Taux d'endettement en scénario de choc



Dès la première année de choc, le taux d'endettement qui était déjà au-dessus du plafond stratégique en 2025, se dégraderait davantage pour s'établir à 72,1% dépassant ainsi le seuil édicté par la CEMAC. Cette tendance serait confirmée pour la seconde année de crise.

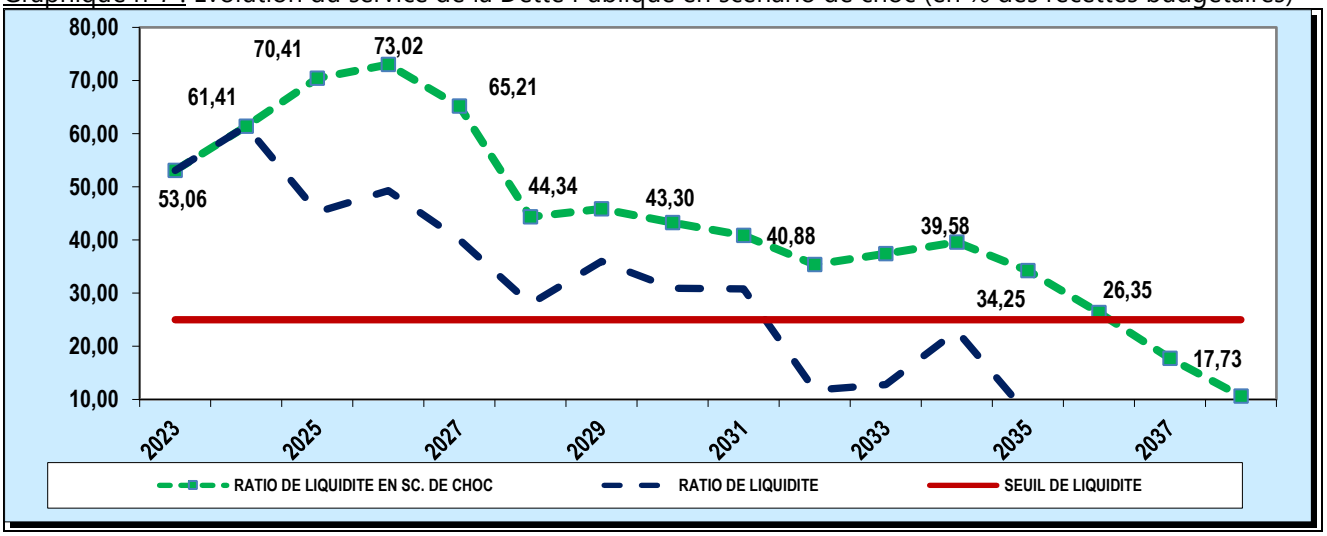
En 2027, le ratio d'endettement reprendrait la tendance baissière observée dans le scénario de référence. Il passerait en dessous du seuil stratégique de 35,0% à partir de 2036, soit 28,7%.

Globalement, au regard du niveau actuel de la dette publique et du profil du portefeuille, le taux d'endettement augmenterait dans un contexte de crise économique majeure. Bien qu'au-dessus du seuil communautaire de 70,0% sur les deux années de chocs, ce taux repasserait en dessous de dudit seuil dès 2027.

3- L'évolution de la liquidité de la dette publique

La simulation d'un contexte de crise permet, dans le cadre de la liquidité, d'examiner l'évolution du niveau de la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires. Le dépassement du plafond stratégique indiquerait l'ampleur des efforts à entreprendre dans l'accroissement des revenus de l'Etat et dans la réduction des dépenses courantes.

Graphique n°7 : Evolution du service de la Dette Publique en scénario de choc (en % des recettes budgétaires)



En situation de choc, dès la première année de crise en 2025, le ratio de liquidité se situerait au-dessus du seuil stratégique de 25,0%, soit 70,4%. Il se déprécierait davantage pour la seconde année de crise en s'établissant à 73,0% en 2026.

Néanmoins, dès la reprise après les deux (2) années de crise éventuelle, soit en 2027, le service rapporté aux recettes budgétaires reprendrait la tendance baissière observée dans le scénario de base. Il se situerait en moyenne à 36,7% sur le reste de la période, soit un niveau au-dessus du seuil stratégique de 25,0%. Toutefois, dès 2037, le ratio de liquidité passerait en deçà du plafond stratégique arrêté par les autorités.

En définitive, en cas de choc sur l'économie nationale, le profil de remboursement du portefeuille de la dette publique engendrerait une pression du service de la dette sur les recettes budgétaires qui ne dépasserait pas le seuil critique de 2020, année durant laquelle le service de la dette représentait un peu plus de 74,0% des recettes budgétaires.

CONCLUSION

La stratégie d'endettement en 2024 est marquée par un recours significatif aux financements extérieurs et intérieurs en vue de finaliser et compléter les chantiers à fort impact économique social.

Le portefeuille de la dette publique à fin 2031, fait ressortir une exposition modérée aux différents risques financiers à l'exception du risque de change. En effet, les risques de refinancement et de taux d'intérêt se réduiraient de façon appréciable, avec respectivement 7,8 ans pour la maturité moyenne et un encours de dettes à intérêt fixes représentant un peu plus de 79,7% de la dette totale. Mais la vulnérabilité à la variation à court terme des taux d'intérêt demeure significative avec un renouvellement de taux pour 28,3% du portefeuille global tous les 12 mois. Quant au risque de taux de change, il enregistrerait une dégradation significative avec une augmentation de la part de la dette en devises dans le portefeuille total, autour de 82,4%.

Au regard de l'évolution des agrégats macroéconomiques et financiers, et du profil de l'endettement futur, la dette publique gabonaise demeurerait viable à court, moyen et long terme avec un taux d'endettement moyen de 32,9%, soit un niveau en deçà du seuil stratégique arrêté par les autorités.

S'agissant du service de la dette sur les recettes budgétaires, il se fixerait à 25,9%sur la période. Ce qui traduirait une relative pression sur la dette publique. En effet, ce ratio ne reviendrait en dessous du niveau tolérable de 25,0%qu'à partir de 2032.

.

Compte tenu du niveau actuel de la dette publique et du profil du portefeuille, le taux d'endettement augmenterait dans un contexte de crise économique majeure. Bien qu'au-dessus du seuil communautaire de 70,0% sur les deux années de chocs, soit 73,8% en moyenne, ce taux passerait en dessous dudit seuil dès la première année après la crise. Il suivrait de manière continue une tendance baissière et s'établirait en dessous du seuil national de 35,0% à partir de 2036. Pour ce qui est du ratio de liquidité, il demeurerait largement au-dessus du seuil national les deux années de chocs, soit 71,7% en moyenne. Cette situation impliquerait qu'en cas de crise majeure, la situation de viabilité de la dette gabonaise serait assez compromise du fait de la détérioration sévère du ratio de liquidité. Cette dernière nécessiterait un ajustement drastique des autres dépenses de l'Etat et un financement additionnel pouvant aboutir à un ajustement monétaire.

En somme, le maintien de la viabilité de la dette publique nécessiterait de poursuivre les mesures de consolidation de la croissance économique, en dépit des frémissements de la croissance mondiale et nationale consécutifs à l'évolution de la crise Russo-Ukrainienne et des effets post crise de la covid 19. Pour ce faire, il importe d'orienter prioritairement les efforts de production nationale sur les secteurs répondant à une demande extérieure stable et résiliente et d'intensifier les mesures de soutien à l'offre et à la demande domestiques. De même, l'accroissement du rendement de la mobilisation des recettes fiscales doit se poursuivre afin d'augmenter les excédents budgétaires et de limiter en conséquence le refinancement de la dette. En ce qui concerne la gestion de la dette, les mesures et orientations stratégiques doivent continuer à être des indications impératives, autant pour ce qui est du niveau des nouveaux emprunts que pour les conditions financières de ces derniers.